

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59579

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

spricht viel. Doch wäre die Argumentation Bessels schlüssiger, wenn er die gesellschaftsverändernden Wirkungen des Ersten Weltkrieges, soweit das nach dem Forschungsstand möglich ist, in vergleichender Perspektive erörtert hätte. Am Ende spricht viel für die Vermutung, daß die *spezifischen* Wirkungen, die der Krieg auf die politische Entwicklung der ersten deutschen Republik hatte, nur dann adäquat zu erfassen sind, wenn sie mit dem widersprüchlichen Erbe des Kaiserreichs *zusammen* analysiert werden. Es ist nicht das geringste Verdienst dieser ebenso material- wie gedankenreichen Abhandlung, daß sie zu einer Fortführung dieser Debatte Wesentliches beiträgt.

Heinrich August WINKLER, Berlin

Heinrich August WINKLER, Weimar 1918–1933. Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie, München (C. H. Beck) 1993, 709 p.

L'histoire de la République de Weimar a été largement explorée. Avec ses contradictions et son échec, elle reste pour les Allemands d'aujourd'hui un sujet de débats et de controverses. Selon H. A. Winkler, historien connu et reconnu du mouvement ouvrier allemand, le débat se présenterait cependant sous un jour nouveau depuis l'unification des deux Etats allemands issus de la défaite du III<sup>e</sup> Reich. Il ne s'agit plus, en effet, d'édifier une démocratie parlementaire à l'Ouest, »populaire« à l'Est, par opposition en quelque sorte à la première démocratie allemande qui avait révélé ses faiblesses. Mais, comme il le souligne dans l'introduction, »d'intégrer celle-ci à l'évolution historique de l'Etat national allemand« pour qu'elle ne soit plus seulement la préhistoire du III<sup>e</sup> Reich, mais celle, positive et négative de la 2<sup>e</sup> République allemande née de l'unification de 1990.

Tout en se défendant d'avance contre le reproche de privilégier l'histoire événementielle par rapport à celle des structures, l'auteur retrace à travers 18 chapitres – dont une moitié consacrée aux années 1918–24, l'autre à la République conservatrice puis au régime présidentiel jusqu'en 1933 – les aléas d'un régime incapable de trouver une majorité stable de gouvernement pour faire contrepoids aux pouvoirs présidentiels reconnus par l'article 48 de la Constitution. Dans cet exposé, une place majeure revient à la politique intérieure, la politique étrangère apparaissant, selon les cas, comme frein ou stimulant à l'évolution des forces en présence. Compte tenu des travaux de l'auteur, on ne s'étonnera pas de l'importance accordée à l'attitude, aux divergences et aux erreurs des formations de gauche et d'extrême gauche. Tout en contestant la possibilité d'une révolution dans un pays hautement industrialisé et déjà »semi démocratique« avant l'avènement de la République de Weimar, il reconnaît qu'il existait une possibilité de réformes démocratiques rompant nettement avec le passé de l'Etat impérial que les éléments modérés du monde ouvrier et de la bourgeoisie auraient encore pu réaliser entre 1918 et 1922. Particulièrement sévère à l'encontre de la politique de déstabilisation du régime républicain par le parti communiste, au point de contester toute possibilité de surmonter la scission du mouvement ouvrier, attribuée à des divergences de conception fondamentales, sa préférence va manifestement au type de grande coalition tel qu'il fut pratiqué en 1923 par le chancelier de centre droit Stresemann puis, en 1928, par le chancelier social-démocrate Hermann Müller. Mais n'y a-t-il pas une certaine contradiction à privilégier le modèle de la »coalition de Weimar« – dont la Prusse fut, selon lui, le prototype idéal de 1925 à 1933, et à reprocher en même temps à la SPD sa tolérance de la politique de Brüning, désastreuse pour les économiquement faibles, mais nécessaire au maintien de l'alliance SPD–Zentrum catholique en Prusse? Peut-être convenait-il aussi d'insister davantage sur l'ambiguïté, pourtant clairement énoncée initialement, d'un régime présidentiel à l'américaine sans contrepoids démocratique suffisant. Non seulement à cause de la faiblesse historique du libéralisme politique en Allemagne, rappelée en fin d'ouvrage. Mais aussi du poids des mentalités national-conservatrices entretenues, voire renforcées, par les multiples instances socio-culturelles.



Aspect qui n'est que sporadiquement évoqué alors que l'élection et la réélection du maréchal Hindenburg, protestant monarchiste, en attestent la profondeur.

Après tout, comme le souligne lui-même Winkler, ce ne sont pas seulement les élites de pouvoir, mais aussi le vote des masses, qui ont fait du parti d'Hitler le premier parti d'Allemagne dès juillet 1932. Allant plus loin, on peut aussi se demander si la rupture de l'Etat constitutionnel de droit n'intervient, comme il le pense, qu'en janvier 1933. Ou si cette rupture n'est pas déjà amorcée sous Weimar avec une caste militaire »Etat dans l'Etat«, une justice politique »aveugle de l'œil droit« et un régime présidentiel gouvernant dès l'ère Brüning par ordonnances, c'est-à-dire sans contrôle parlementaire et à l'exclusion de plus en plus marquée de la population. Ce qui entrave d'ailleurs, comme il le note lui-même, la formation d'une société – on pourrait ajouter d'une conscience – civile. Handicap majeur de l'Allemagne d'alors par rapport aux démocraties occidentales.

Reste à savoir, ce que pense l'auteur, si l'Allemagne depuis 1990 n'est plus, selon la formule de l'historien K. D. Bracher, une »démocratie postnationale«, mais une démocratie qui renoue avec la tradition de l'Etat national tel qu'elle a existé entre 1871 et 1933, tout en tirant les leçons des échecs du passé. Ce qui suppose, estime-t-il, que le nationalisme moderne, né en France, ne soit plus vidé, comme il le fut dans l'histoire allemande, de sa substance libérale et démocratique. Condition mieux assurée, selon lui, grâce aux acquis de l'ancienne RFA comme à l'intégration européenne et atlantique.

Sérieusement documentée, comme l'atteste une impressionnante annexe de notes, cette histoire de la première démocratie allemande en souligne en fin de compte davantage les aspects négatifs que les réalisations positives. C'est dire la difficulté d'en faire la préhistoire du nouvel Etat unifié d'Allemagne. Sauf à ignorer que les faiblesses et l'opportunisme de ses responsables frayèrent la voie à la dictature national-socialiste.

Rita R. THALMANN, Paris

Francis L. CARSTEN, Eduard Bernstein 1850–1932. Eine politische Biographie, München (C. H. Beck) 1993, 240 p.

Cet ouvrage est la première biographie complète de l'un des pères fondateurs de la social-démocratie allemande, septième des quinze enfants d'un conducteur de train. La famille fait partie de la communauté juive de Berlin qui, malgré l'antisémitisme naissant des années 1880 dans toutes les classes de la société, s'est rapidement intégrée dans la communauté allemande. Pour des raisons financières, il ne peut terminer ses études au lycée, devient employé de banque jusqu'en 1878, où l'entrée en vigueur des lois d'exception contre les sociaux-démocrates désorganise le parti et entraîne des poursuites sévères contre ses membres. Le socialiste convaincu qu'est déjà Bernstein s'exile en Suisse et prend la direction de l'hebdomadaire *Der Sozialdemokrat*, passé clandestinement en Allemagne par les moyens les plus ingénieux. Même lorsqu'il critique certains points de l'enseignement de Karl Marx, il ne cesse de se proclamer l'un de ses disciples: s'il est révisionniste, dit-il, c'est dans le sens de Marx, car ce dernier a constamment révisé, réexaminé sa pensée.

Selon Bernstein, le progrès social se réalise uniquement dans des structures démocratiques. A l'instar d'Engels qu'il côtoie à Londres à partir de 1888, il est convaincu qu'aucune révolution n'a de chances d'aboutir en Allemagne. Bernstein se sent très proche des socialistes anglais, Bernard Shaw, James Keir Hardie, des membres de la Fabian Society, de tous ceux dont l'objectif principal n'est pas la victoire du socialisme, mais de réformes sociales profondes en faveur de la classe ouvrière. Le langage révolutionnaire masque trop souvent l'impuissance du parti social-démocrate allemand sur le plan des réalités, la faiblesse de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie allemandes; leur attitude souvent réactionnaire, dit-il avec beaucoup de lucidité, feront échouer la politique du parti social-démocrate. Malgré ses nombreuses